

Atelier pour l'Afrique Subsaharienne
"FORMATION DE MASSE EN MILIEU RURAL, ÉLÉMENT DE RÉFLEXION POUR LA
DÉFINITION D'UNE POLITIQUE NATIONALE"

Ouagadougou, Burkina Faso
30 mai au 3 juin 2005

La formation rurale à Madagascar

MORAND ou RAMAROLAHY Sahondrasoa ??
Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche
MADAGASCAR

La concrétisation de la stratégie pour la Réduction de la pauvreté adoptée par l'Etat Malagasy à travers l'éducation pour tous, le défi de l'évolution de la démographie de l'Ile¹, la primauté au développement rural, moyennant la décentralisation et la professionnalisation des producteurs exigent des ressources humaines aptes aux changements et mutations requis.

Sous la vision globale, « Madagascar naturellement », le Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche s'est vu confié la mission principale « d'accélérer le développement rural pour que les fruits de la croissance soient partagés par tous les Malgaches ». (Master Plan du MAEP).

A cette fin, les sous Secteurs, Agriculteurs et Elevage doivent passer d'une économie de subsistance à une économie de marché tout en préservant l'environnement. Aussi, l'intensification, la diversification des productions agricoles et agro-alimentaires avec une augmentation de la productivité, le respect des normes nécessitent la formation des jeunes ruraux, des producteurs et responsables professionnels aux techniques agricoles adaptées et / ou innovantes.

- Le système de formation agricole actuelle qui intéresse au premier chef un milieu rural enregistrant 56 % d'enfants en âge scolaire, non scolarisés, avec un taux global d'achèvement du premier cycle fondamental de 16 %² est notamment caractérisé par :
- Une faible capacité à répondre à la demande de formation et aux besoins quantitatifs et qualitatifs de formation professionnelle dans le monde rural
- L'existence d'un ensemble d'acteurs, parfois de qualité, qui agissent sans coordination, répartis pour 20% dans le cadre du secteur public, 34% du secteur privé et confessionnel, 31% appartenant au secteur associatif (OP, OPA, ONG) et 15% aux programmes de développement,
- Des faiblesses institutionnelles : de dispositif de pilotage, d'orientation, de planification, de régulation (à l'exception des textes régissant les établissements publics), de coordination et de suivi /évaluation.

¹ Prévision d'évolution de la Population totale 2005 : 18 millions ; en 2030 : 34 millions ; population rurale : 12 millions en 2005, 17 millions en 2030

² Cf. Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), requête de Madagascar EPT et Plan Stratégique de réforme et de développement du système éducatif à Madagascar, Plan d'Action pour le Développement Rural (PADR) et Lettre de politique de développement rural (LPDR), Plan Directeur du MAEP..

- Un rapport de qualification très déséquilibré en défaveur des cadres moyens, techniciens et agents de proximité (1 technicien pour 2 ingénieurs formés) et une offre très faible de formation continue pour ces catégories.
- La faiblesse du nombre de formateurs de hauts niveaux techniques et l'absence de statuts qui leur soit propre.
- La faiblesse des crédits alloués à la formation agricole pour le secteur public, la rareté de financements pérennes pour les dispositifs de formation privés et l'absence de cadres de financements clairement établis.

Afin de disposer d'un diagnostic des besoins, des acquis et des lacunes de la formation agricole à Madagascar, de disposer d'éléments pour la définition d'une politique, le MAEP a décidé de réaliser une étude qui impliquera l'ensemble des partenaires et des institutions engagés dans la formation agricole. La participation au présent forum de cadres de Ministères de tutelle chargés du pilotage de cette étude devrait permettre de renforcer les compétences malgache en matière de méthodologie d'élaboration de politique de formation rurale de masse.

Annexe :

Présentation sur Power Point d'un document d'orientation sur la formation agricole à Madagascar.